

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

Saint Barthélémy d'Anjou, le 25 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGRIAL SCA

ZI de Tivoli - Boulevard des Tourelles

72800 Le Lude
Références : SRNT-2023-0486

Code AIOT : 0006301764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement AGRIAL SCA implanté ZI de Tivoli - Boulevard des Tourelles 72800 Le Lude. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans l'action nationale de contrôle des silos dans une logique de prévention des risques d'incendie

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIAL SCA
- ZI de Tivoli - Boulevard des Tourelles 72800 Le Lude
- Code AIOT : 0006301764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le silo du Lude est considéré comme un silo à enjeux très important en raison de son environnement sensible. Un magasin ERP et le boulevard des tourelles sont notamment présents dans la zone forfaitaire de 50 m. La maison présente dans l'enceinte de l'établissement n'est plus en location et appartient désormais à Agrial.

L'activité est composée de deux silos verticaux composés du silo n°1 (8 cellules et 4 boisseaux) et le silo n°2 composé de 10 cellules. Il n'y a plus qu'un séchoir en utilisation et le site comporte également un stockage d'engrais en dessous du seuil de déclaration.

Le site a transmis début 2023 à l'inspection un dossier de porter à connaissance relatif à la rénovation de l'unité de séchage : en supprimant les 2 petits séchoirs et en rénovant el troisième, et en remplaçant les capacités de stockage des grains humides. Dans son dossier, l'exploitant a conclu au caractère non substantiel de sa modification. Le dossier est en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
10	Empoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
11	Engrais	Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 25	/	Sans objet
12	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
6	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
7	Systèmes d'extinction	Arrêté Préfectoral du 08/07/2016, article 22	/	Sans objet
8	procédures d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2016, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le site dispose de consignes d'exploitation et de maintenance robustes et bien suivies. Cependant, il est constaté dans les silos des niveaux importants de poussières qu'il convient de nettoyer au plus vite, ainsi que le stockage de matières combustibles à proximité d'engrais qu'il convient de retirer immédiatement. Il est attendu de l'exploitant de revoir les moyens à mettre en oeuvre pour s'assurer d'un nettoyage plus régulier de ses silos, en particulier pendant la saison.

Enfin, l'inspection a noté la proximité d'une forêt attenante au silo dans l'enceinte du site, et l'absence d'actions de débroussaillage par l'exploitant. Une information lui a été donnée sur ses obligations légales de débroussaillage, et une information du maire du Lude sera effectuée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p> <p>Constats : L'inspection a permis de constater que l'exploitation du silo est sous la responsabilité d'une conductrice de silo, formée à l'ensemble des conditions de fonctionnement des silos, et titulaire du certificat de qualification professionnelle organisé par COOP de France, en 2020. L'ensemble des formations sécurité, incendie,...sont tracées, avec une périodicité prévue et suivie par le service des ressources humaines. Les 2 saisonniers qui travaillent sur le silo en été sont accueillis par la conductrice du silo, qui dispose d'un livret sécurité en appui à une formation d'accueil sur les règles de sécurité. Lorsque la conductrice du silo est absente, le silo peut être sous la responsabilité du responsable régional sud ouest (qui supervise la conduite de 13 Silos).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p> <p>Constats : L'inspection a permis de consulter le Cahier de Bord du silo, révision 23/24 du 30 mai 2023. Ce cahier comprend l'ensemble des consignes d'exploitation du silo. Par exemple, l'inspection a consulté la "fiche de vérification générale" qui doit être suivie une fois par an avant le 15 juin. La dernière vérification a été effectuée le 20 mars 2023, et les seules remarques concernent les cellules "grains humides" 1 et 2, qui sont à l'arrêt. Le cahier de bord concerne également le nettoyage et décrit les opérations à mener, et les outils à utiliser en fonction des bâtiments. Le registre de nettoyage a été consulté, et les derniers nettoyages renseignés au 21 juin et 4 juillet 2023. Le groupe AGRIAL dispose d'une GMAO pour suivre les actions de maintenance. Une autre "fiche de contrôle sécurité" a été présentée en inspection, et consiste en une gamme opératoire de vérification des dispositifs de sécurité (déports de sangle, élévateurs,...). La dernière fiche a été renseignée les 1 et 2 février 2023 et tous les contrôles se sont révélés corrects.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Le cahier de bord du silo comprend une section relative aux permis de feu. Il prévoit que les permis puissent être délivrés pour une durée d'une semaine maximum. Cette durée est à revoir dans les consignes, le guide silo national recommandant de ne délivrer les permis de feu que sur une durée maximale d'une demi-journée. L'inspection a consulté les derniers permis de feu délivrés, et sur l'un d'entre eux, la durée n'était pas spécifiée. L'inspection rappelle que ce point doit bien être spécifié dans les permis délivrés. Tous les permis de feu avaient bien fait l'objet de contrôles post opération par un responsable du silo avant remise en service.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Lors de l'inspection un test a pu être effectué. Les élévateurs numéros 2 et 3 ont été mis en fonctionnement, le système de dépoussiérage était également en fonctionnement. La conductrice du silo a forcé l'arrêt du système de dépoussiérage et automatiquement les élévateurs se sont arrêtés. Le test de l'asservissement a donc été concluant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 17 juillet 2023 le certificat de conformité des 2 bandes, répondant aux normes d'auto-extinguibilité ISO 340. Lors de l'inspection du silo numéro 1, il a pu être constaté que les bandes transporteuses s'abîmaient sur les côtés laissant apparaître des ficelles. Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de son fournisseur pour lui demander quelle est la durée de vie prévue pour ce type de bande et si ce type de défaut n'est pas problématique vis à vis des caractéristiques non propagatrices de flamme.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : L'inspection a pu contrôler les derniers compte-rendus de vérification électrique par la société Apave en date du 15 décembre 2022 puis du 10 juillet 2023. Le dernier compte-rendu en date du 10 juillet 2023 montre un traitement de nombreuses non-conformités identifiés en 2022 sauf 3, toujours en cours : <ul style="list-style-type: none">- réglage des déclencheurs magnétiques du disjoncteur général- refaire entrée de câbles au niveau du presse étoupe- remplacement à faire d'un disjoncteur au vu de l'insuffisance du pouvoir de coupure identifié. L'exploitant s'est engagé par mail en date du 17 juillet 2023 à avoir soldé ces dernières non-conformités d'ici le 30 septembre 2023. L'exploitant a également présenté un rapport de contrôle par thermographie, réalisé en interne par le service maintenance, en date du 26 janvier 2023. Les conclusions de ce rapport sont qu'il n'y a aucun écart majeur au niveau des coffrets électriques sur le site. L'inspection s'interroge sur la manière dont est défini un écart majeur, en outre il serait utile de préciser à partir de quel écart de température constaté par la thermographie un écart peut-être considéré comme majeur.
Type de suites proposées : susceptibles de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Systèmes d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2016, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, colonnes sèches partie haute du séchoir
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A défaut d'un dispositif d'extinction automatique, une colonne sèche doit amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute du séchoir
Constats : Par arrêté du 29 juillet 2020, l'exploitant a été mis en demeure de respecter l'article 22 de l'arrêté du 8 juillet 2016 en équipant d'une colonne sèche son séchoir. Au jour de l'inspection du 11 juillet 2023, l'inspectrice a pu constater la présence effective de la colonne sèche dans le séchoir. La mise en demeure peut donc être levée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : procédures d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2016, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, procédures d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les procédures d'exploitation portent sur l'ensemble des installations, et sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Par arrêté du 29 juillet 2020, l'exploitant a été mis en demeure de respecter l'article 8 de l'arrêté du 8 juillet 2016 en disposant de consignes d'exploitation portant sur l'ensemble des installations. Au jour de l'inspection du 11 juillet 2023, l'inspectrice a pu constater la présence effective du cahier de bord du silo, procédure complète traitant de toute l'exploitation du site. La mise en demeure peut donc être levée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Empoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : Lors de l'inspection, l'inspectrice a pu consulter le registre du nettoyage du silo. Les derniers nettoyages relevés datent du 21 juin et du 4 juillet. Lors de la visite des installations, l'inspectrice a pu constater des niveaux de poussière importants au niveau des deux silos et en particulier au niveau de la cellule numéro 2 du silo 1. Que ce soit au niveau de la passerelle au dessus des cellules (structures métalliques en hauteur ou entourant les cellules) des niveaux de poussière importants ont été constatés, jusqu'à plusieurs centimètres. L'exploitant a indiqué que le nettoyage complet des bardages métalliques n'avait pas été fait depuis au moins 2 ans. L'inspectrice a indiqué que cela n'était pas acceptable et a demandé qu'un nettoyage complet soit rapidement effectué. Par mail du 11 juillet au soir, l'exploitant s'est engagé à mettre en place un plan d'action rapide. Premièrement du 12 juillet au 23 juillet l'exploitant s'est engagé à nettoyer les équipements susceptibles de créer des points chauds (nettoyage tour passerelle silo 1 et 2 et équipement de manutention tapis et support). Deuxièmement l'exploitant s'est engagé à nettoyer l'intérieur des cellules et de la charpente du 31 juillet jusqu'au 31 août en nettoyant les bords des cellules pleines et de la charpente des silos 1 et 2. Enfin du 31 octobre jusqu'au 30 novembre 2023 l'exploitant s'est engagé à nettoyer les bords des dernières cellules qui auront été remplies en maïs. Il est demandé à l'exploitant de transmettre au fur et à mesure des photos attestant de ses actions de nettoyage. De manière générale l'inspection considère qu'il y a un défaut

organisationnel sur la gestion du nettoyage sur le silo. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour sa procédure de nettoyage et d'adapter les fréquences aux besoins de chaque volume du silo en saison et hors saison.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Engrais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2016, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des engrais

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

a) Généralités

On entend par "engrais" les engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001.

Les stockages sont exploités de façon à ne pas générer de poussières à l'extérieur du bâtiment.

Les engrais 4702.II non-conformes (fines, produits souillés par des huiles...) sont inertés dans les meilleurs délais par un produit approprié, stockés en un endroit adéquat et traités en tant que déchets.

Le gerbage des produits conditionnés est limité, à partir du sol, à 2 GRVS. Les aires de stockage sont nettoyées à chaque fois que nécessaire.

Dans les aires de stockage, la présence de produits incompatibles (bois de charpente, liquides inflammables, fer, sciure...) au contact avec les engrais est interdite.

Les produits combustibles des structures du bâtiment de stockage d'engrais sont réduits autant que possible et ne doivent pas créer de risques particuliers.

Les engins de manutention (chargeuse, sauterie, ...) sont remisés à l'extérieur du bâtiment.

Les aires de stockage d'engrais sont suffisamment éloignées des autres stockages afin qu'un incendie majorant sur une installation proche ne puisse créer un effet domino (décomposition thermique...) sur les engrais.

Les magasins de stockage (matériaux de construction et aménagements intérieurs à l'exception de la charpente) et aires de stockage extérieur doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- sol cimenté ou équivalent sans potentiel de contamination,
- sol ne présentant pas de cavités (puisard, fentes...) pour toutes les installations stockant des engrais relevant de la rubrique 4702-II.

Constats : L'inspection a permis de vérifier les conditions de stockage d'engrais. Le hangar a fait l'objet de réparations depuis la dernière inspection, et il n'y a plus de trous dans la couverture. L'inspection a constaté la présence de palettes en bois à côté des big bags d'engrais : il est rappelé que la présence de matières combustibles à proximité des engrais est proscrite : les palettes doivent être retirées sans délai. Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence de 11 big bag à l'extérieur du hangar, sans protection, certains contenant du superphosphate à 46%, certains des engrais minéraux NPK, certains sans étiquetage. Il est demandé de remettre de l'ordre dans les stockages d'engrais, d'assurer leur étiquetage, leur stockage dans le hangar dédié, par type d'engrais. L'exploitant doit mettre en place une organisation permettant de surveiller de manière plus rigoureuse cette partie de l'installation, distincte du silo. L'inspection a également eu accès à l'état des stocks d'engrais le jour de l'inspection : 18,8 tonnes d'ammonitrate 27% (4702-03) et 9,07

tonnes d'engrais de type 4702-4, soit au total 17,87 tonnes, ce qui est bien inférieur au seuil de la déclaration pour cette rubrique ICPE (250 tonnes)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, obligations légales de débroussaillage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 3- Périmètre et responsabilité des travaux de débroussaillage :</p> <p>Conformément à l'article L.131-11 du code forestier, le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires aux abords des habitations, constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres, y compris sur les fonds voisins (cf. article 7). Les termes «habitations, constructions, chantiers et installations de toute nature» recouvrent notamment les éléments suivants (liste non exhaustive) : cabanon de jardin, garage, piscine, atelier, hangar, serre permanente, cimetière, terrain de sport, aire de stationnement, dépôt de véhicule, habitation légère de loisir, caravane, terrain de camping, parc résidentiel de loisir, aire d'accueil des gens du voyage, carrière, éolienne, parc photovoltaïque, poste électrique, antenne, radar, relais.</p> <p>Les travaux de débroussaillage sont à la charge du propriétaire des habitations, constructions, chantiers et installations de toute nature y compris sur les fonds voisins (cf. article 7).</p>
<p>Constats : L'inspection a observé qu'une forêt d'arbres jouxte le bâtiment contenant le silo n°2. Cette forêt est bien fournie, et touche littéralement le silo. Il appartient à l'exploitant de respecter l'arrêté du 1er juillet 2019 (https://www.sarthe.gouv.fr/IMG/pdf/ap-2019_07_01-debroussaillage.pdf) et ses obligations en matières de débroussaillage autour de ses installations, dans un souci de prévention des départs de feux. Une information en ce sens sera transmise au préfet ainsi qu'au maire du Lude.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet